**Le capitalisme nuit gravement à la santé**

Pendant que les hommages au « Supermenteur », coupable, entre autres, du raciste *« le bruit et l'odeur »* emboucanent les ondes, c'est du côté de Rouen que les effluves nauséabondes du capitalisme mettent en danger la vie des habitantEs de la région de Rouen.

**Tout va très bien, Madame la Ministre ?**

Selon la Préfecture de Seine-maritime, *« les productions végétales non récoltées »,* lait collecté issu d’élevages dont les vaches étaient au pâturage depuis jeudi, les œufs des élevages de plein air pondus, et le miel collecté depuis le 26 septembre ainsi que les poissons d’élevage produits dans la zone concernée, *« ne doivent pas l’être (...) jusqu’à l’obtention de garanties sanitaires ».*

Depuis une semaine, la ministre de la Santé nous jure que, comme pour Tchernobyl, les habitantEs n'ont rien à craindre à la suite d'un incendie dont on ne connaît ni les origines ni les « carburants ». Tout juste un peu d'amiante, certes loin des 400 tonnes de plomb de l'incendie de Notre-Dame-de-Paris partie en fumée...

Lubrizol, qui appartient à la holding Berkshire Hathaway du milliardaire américain Warren Buffett, a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de 6,2 milliards d'euros. Il est inacceptable que, dans un site classé « Seveso, seuil haut », un tel incendie puisse se développer. Le préfet a beau affirmer que *« le site était en règle administrativement parlant »*, à l'évidence les obligations de sécurité que doit assurer l'employeur n'ont pas été remplies. Sinon l'incendie n'aurait jamais pris de telles proportions.

**Un « accident » prévisible...**

L'incendie de Lubrizol est un nouvel accident industriel, un accident qui a lieu dans une entreprise, c'est-à-dire un lieu organisé, dirigé et contrôlé pour la production capitaliste, en fonction de ses impératifs. C'est cette organisation qui est entièrement responsable lorsqu’un accident, qu'il soit industriel ou du travail, survient.

De Tchernobyl à AZF en passant par Fukushima, toutes les grandes catastrophes prétendument inenvisageables ont révélées de graves manquement à la sécurité sans que les responsabilités soient clairement établies et les coupables réellement condamnés. Probable donc que la transparence annoncée par le Premier ministre, Édouard Philippe ne soit qu'un nouvel enfumage...

**Abattre un système qui pollue et qui tue**

Avec plus de 10 000 sites Seveso recensés dans l'Union européenne, dont 705 en « seuil de risque haut » pour la France, c'est bien tout un système industriel, économique, qui met en danger les populations. La nécessité des ces productions tout autant que les conditions dans lesquelles elles sont réalisées, échappent pour l'essentiel à tout contrôle des travailleurs/euses et des populations. Seule compte la logique du profit.

Dans la même logique, les mobilisations pour la justice climatique, les questions de choix économiques, industriels, et de conditions de travail, se rejoignent. Ce système mortifère impose chaque jour d'avantage la convergence des mobilisations, et la riposte qui s'organise actuellement à Rouen - avec des rassemblements réussis - montre la voie.

Il est urgent de faire reculer ces menaces contre notre santé qui détruisent aussi l'environnement. Urgent d'empêcher que des salariéEs, comme cette directrice d'école du 93, ne mette fin à leurs jours sous la pression de leurs conditions de travail. Urgent d'arrêter la stigmatisation et l'appauvrissement des chômeurs/euses. Urgent enfin de se mobiliser contre la destruction de nos systèmes de retraite et de toute la protection sociale.  
Plus que jamais, nos vies, notre santé, valent plus que leurs profits !

(3623 signes)